

Lucerne, le 9 novembre 2010

Communiqué de presse

Caritas salue les efforts de la conférence nationale de lutte contre la pauvreté

Prévenir la pauvreté au lieu de devoir la combattre

Caritas Suisse salue le rapport du Conseil fédéral pour une «Stratégie globale de la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté». Elle soutient également les initiatives comme la conférence nationale de lutte contre la pauvreté. N'oublions pas toutefois qu'il ne s'agit que des premiers pas. Il faut établir des objectifs clairs pour savoir comment éviter la pauvreté en Suisse et comment lutter contre elle et viser à une réduction de la pauvreté de moitié d'ici à 2020.

Caritas Suisse salue l'initiative de la Confédération qui, en mettant cette stratégie en place, reconnaît enfin qu'il y a nécessité d'agir en matière de lutte contre la pauvreté et d'éradication de ce fléau. Dans cet engagement, Caritas est d'avis qu'il faut mettre l'accent sur trois aspects particulièrement importants.

En premier lieu, Caritas est d'avis que la politique de lutte contre la pauvreté dépasse largement le cadre de la seule politique sociale. La lutte contre la pauvreté est une politique transversale complexe. La politique familiale a une influence sur le taux de pauvreté en Suisse, tout comme la politique de la formation. Il en va de même pour la politique fiscale, la politique du marché du travail, la politique de la santé et la politique sociale. Il est donc absolument nécessaire de porter un regard critique ou, encore mieux, de coordonner tous ces domaines politiques avec la perspective d'une politique de la pauvreté.

La politique de la pauvreté doit prendre l'histoire de vie des personnes

Par ailleurs, il faut voir que – fédéralisme suisse oblige – la multiplication des compétences et des responsabilités risque de multiplier les problèmes au lieu de les résoudre, en les renvoyant d'instances en institutions. La Confédération reconnaît désormais sa coresponsabilité en matière de lutte contre la pauvreté. Caritas espère que cette reconnaissance permettra de mettre sur pied une action en commun de la Confédération, des cantons et des communes. Il faut instituer un organe qui sera responsable de coordonner la politique de la pauvreté au niveau national. Les organisations privées d'utilité publique doivent avoir une place dans cet organe. Il serait utile ici de porter une attention particulière à la politique de la formation: en effet, la formation insuffisante est l'une des causes majeures de la pauvreté.

Enfin, Caritas est d'avis qu'une politique moderne de lutte contre la pauvreté doit prendre en compte l'histoire de vie des personnes touchées. Il s'agit en effet de porter une attention particulière aux moments de l'existence qui représentent des tournants importants. Cette politique de lutte contre la pauvreté doit avoir pour leitmotiv qu'il est préférable, et plus avantageux, d'éviter que la pauvreté ne s'installe, plutôt que de devoir la combattre.

Réduire la pauvreté de moitié

La stratégie de la Confédération et la conférence nationale de lutte contre la pauvreté ne sont que le début d'une politique commune visant à combattre la pauvreté en Suisse. Caritas espère que les pouvoirs publics formuleront des objectifs qualitatifs et quantitatifs permettant de savoir ce qu'il s'agit d'atteindre ces prochaines années. En tout cas, un objectif sur lequel tout le monde s'accorde est que le nombre de personnes touchées par la pauvreté doit diminuer de moitié d'ici à la fin de la décennie.

Avis aux rédactions:

Hugo Fasel, directeur de Caritas Suisse, se tient à disposition pour toute demande d'informations complémentaires. Téléphone: 041 419 22 19.

Vous pouvez également vous adresser à Grégoire Praz, porte-parole de Caritas Suisse au tél. 079 637 62 85.